



RAPPORT ANNUEL DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

territoires Qualité de vie Haute Qualité Environnementale Biodiversité Solidarités Attractivité Pratiques responsables Territoires Qualité de vie Haute Qualité Environnementale Biodiversité Solidarités Attractivité Pratiques responsable

2011 2012 2013 2014 2015 2016 2017 2018 2019 2020 2021

territoires Qualité de vie Haute Qualité Environnementale Biodiversité Solidarités Attractivité Pratiques responsables Territoires Qualité de vie Haute Qualité Environnementale Biodiversité Solidarités Attractivité Pratiques responsable

La loi du 12 juillet 2010, dite loi Grenelle 2, a introduit pour les Départements l'obligation de rédiger un rapport annuel présentant leur situation en matière de développement durable.

Le Département de la Loire a fait le choix en 2017, d'articuler son rapport de développement durable autour de son Agenda 21.

L'AGENDA 21 DU DÉPARTEMENT

En 2016, la collectivité a décidé de renouveler son Agenda 21 en le recentrant sur 32 projets, couvrant l'essentiel des politiques publiques départementales. Après une période de définition et de démarrage des projets, les actions phares ont été lancées en 2018, toutes en lien avec le développement durable, que ce soit sur le plan environnemental, économique ou social.

Ce rapport de développement durable a pour objet de présenter l'avancement des projets de l'Agenda 21 et les réalisations effectuées en 2018.

SOMMAIRE

FINALITÉ

« DÉVELOPPER LES DYNAMIQUES DES TERRITOIRES » 6

- Construire et mettre en œuvre une ingénierie territoriale
- Concevoir et partager les stratégies d'aménagement et d'investissement des réseaux de déplacement
- Structurer un observatoire des politiques publiques départementales
- Maintenir et renforcer le potentiel foncier agricole de la Loire
- Valoriser le territoire par le développement de la pratique du vélo

FINALITÉ

« AGIR POUR LA QUALITÉ DE VIE » 12

- Mettre en œuvre le Plan Jeunes acte 2 – Les 11-16 ans : déjà citoyens
- Développer une alimentation responsable et de qualité en soutenant une agriculture durable
- Collecter et transmettre la mémoire des sociétés rurales ligériennes
- Adapter la politique départementale de l'habitat
- Mettre en place un Numéribus
- Concevoir un développement maîtrisé des sports nature dans la Loire

FINALITÉ

« RECHERCHER LA HAUTE QUALITÉ ENVIRONNEMENTALE ET LA PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ » 19

- Être exemplaire dans la prise en compte des enjeux climatiques et environnementaux
- Mettre en œuvre et suivre la politique de l'eau
- Valoriser, ouvrir au public et promouvoir les espaces naturels
- Intégrer la continuité écologique dans l'aménagement du territoire
- Mieux prendre en compte les enjeux de développement durable dans les pratiques d'entretien et d'exploitation des routes

FINALITÉ

« **FAVORISER LES SOLIDARITÉS** » **24**

- S'appuyer sur les politiques culturelle et sportive pour accompagner les enfants confiés au Département
- Améliorer les conditions de vie des agents et de leur famille
- Bien vieillir dans la Loire
- Élaborer un maillage de services au public sur le territoire ligérien

FINALITÉ

« **APPORTER DES RÉPONSES À L'ENJEU DE L'ATTRACTIVITÉ DU DÉPARTEMENT** » **28**

- Mieux faire connaître la Loire en valorisant ses atouts
- Développer un soutien durable à la forêt ligérienne et à la filière bois
- Concevoir la station de Chalmazel autour d'un projet partenarial avec le territoire
- Valoriser les monuments historiques départementaux par l'innovation
- Développer des services et usages numériques cohérents avec les territoires et les pratiques des usagers

FINALITÉ

« **ADAPTER NOS PRATIQUES AUX NOUVEAUX ENJEUX** » **34**

- Structurer la politique des ressources humaines pour l'inscrire dans une stratégie prospective
- Intégrer l'évaluation dans le pilotage de l'action publique
- Renforcer la prise en compte des usagers dans les politiques publiques
- Pérenniser et actualiser les outils de pilotage financier, stratégique et responsable
- Renforcer l'utilisation des clauses de développement durable dans les marchés publics

L'AGENDA 21 EN 2018

L'année 2018 a permis de mettre en œuvre chacun des projets de l'Agenda 21 autour de pilotes et élus référents. En septembre et octobre, des réunions ont été organisées par finalité, pour échanger sur l'avancement des projets et les actions mises en place. Ces temps de rencontre favorisent la connaissance réciproque et donnent une vision plus globale de l'Agenda 21 et des actions conduites ou à venir.

FINALITÉS DE L'AGENDA 21	VICE-PRÉSIDENTS RESPONSABLES
Développer les dynamiques des territoires	Jérémie LACROIX
Agir pour la qualité de vie	Jean-Yves BONNEFOY
Rechercher la haute qualité environnementale et la préservation de la biodiversité	Chantal BROSSE
Favoriser les solidarités	Solange BERLIER
Apporter des réponses à l'enjeu de l'attractivité du département	Véronique CHAVEROT
Adapter nos pratiques aux nouveaux enjeux	Michèle MARAS

SUIVRE LA PERFORMANCE

Dès le lancement de l'Agenda 21, des indicateurs de suivi ont été mis en place. Ils sont renseignés au fur et à mesure de l'avancement des projets, permettant de mesurer leur impact sur le territoire ou sur les bénéficiaires. En 2018, 61 indicateurs ont ainsi été complétés et analysés par les pilotes via un outil informatique dédié à la gestion de projet.

LE PLAN DE MODERNISATION DE LA COLLECTIVITÉ

Alors que l'Agenda 21 présente les projets emblématiques du Département pour le territoire et ses habitants, un nouveau document-cadre a été mis en place en parallèle, précisant la manière dont l'administration départementale innove pour s'adapter aux évolutions du monde actuel. En effet, afin de répondre efficacement aux besoins des Ligériens, dans un contexte de changements législatifs et de transition numérique, le Département veut moderniser son action et ses pratiques. Pour opérer cette modernisation, la collectivité s'appuie sur les compétences et l'expérience de ses agents.

Un plan de modernisation a ainsi été lancé en 2018, avec 16 actions portant sur des thématiques diverses : transversalité, transition numérique, innovation, organisation des services, cadre managérial, etc.

DÉVELOPPER LES DYNAMIQUES DES TERRITOIRES

Construire et mettre en œuvre une ingénierie territoriale

Depuis de nombreuses années, le Département accompagne les communes et intercommunalités - notamment rurales - dans la réflexion, l'élaboration et la mise en œuvre de leurs projets. Il propose une offre de services en matière d'ingénierie et d'assistance technique dans un certain nombre de domaines tels que la voirie, l'eau potable, l'assainissement, l'aménagement

d'espaces publics, les diagnostics de territoire... Cet accompagnement mobilise nombre de compétences et moyens humains du Département. Mais face à de multiples contraintes (budget, réforme territoriale, nouveaux besoins, complexité des procédures...), une organisation plus structurée et coordonnée à l'échelle départementale, en coopération très étroite

avec les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et autres acteurs du territoire, s'avère essentielle. À l'initiative du Département, une démarche est donc engagée dans la perspective d'élaborer et de proposer une **offre d'ingénierie publique**.

Concevoir et partager les stratégies d'aménagement et d'investissement des réseaux de déplacement



en 2018

4,2 M€
investis au titre
des grands travaux
d'infrastructures

1,95 km
d'infrastructure
nouvelle mis en service

Les travaux de modernisation du réseau routier départemental se sont poursuivis en 2018 avec la réalisation du **contournement de Sury-le-Comtal**, après celui de Bonson, dans le cadre des aménagements de la RD8.

Par ailleurs, afin de désengorger l'accès à Saint-Étienne au niveau de La Fouillouse et Andrézieux-Bouthéon, le Département a réalisé un **by-pass reliant la RD498 à l'A72**, pour les véhicules en provenance de Saint-Just-Saint-Rambert souhaitant accéder à l'autoroute.

Sur un territoire en pleine mutation, avec notamment la mise en place de la Métropole stéphanoise, le Département doit réfléchir aux futurs aménagements routiers, en prenant en compte ses nouvelles compétences et contraintes.

Structurer un observatoire des politiques publiques départementales

Pour améliorer l'efficacité de ses actions, le Département a mis en place un observatoire départemental. Il dispose ainsi de données diverses et complètes, concernant son territoire et ses habitants.

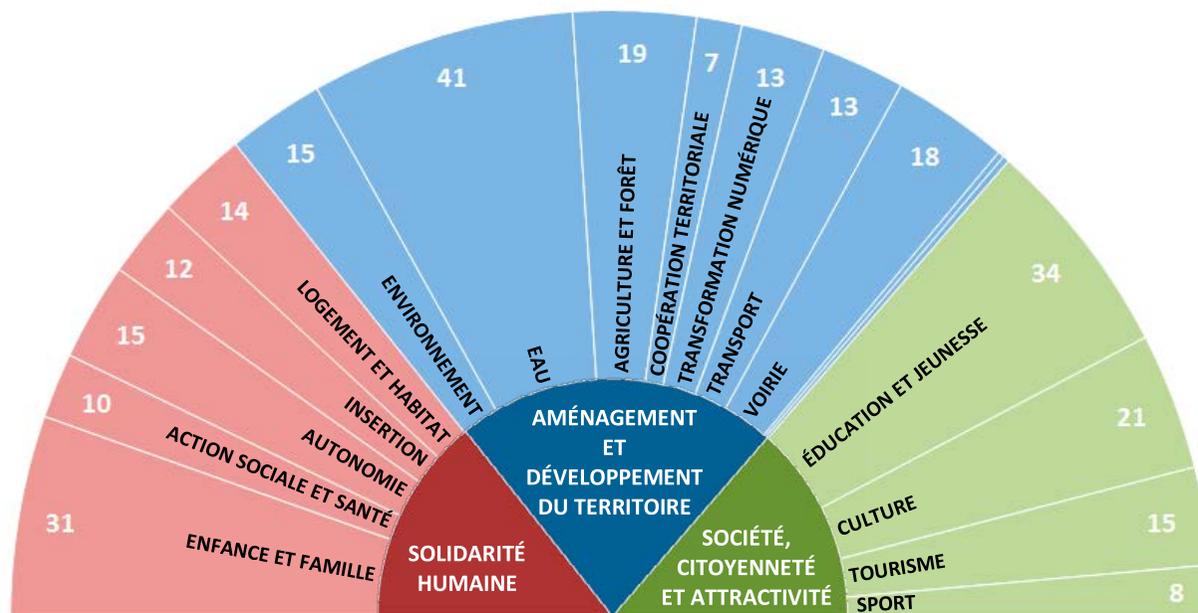
Un diagnostic conduit en interne a permis d'une part, de dresser un état des lieux des besoins des services, d'autre part, de recenser les différentes données disponibles. Cette enquête a ainsi mis en lumière 285 groupes de données, compilés par les 11 observatoires

thématiques existants, couvrant les différentes politiques publiques.

Il s'agit désormais de structurer ces différentes données et de les stocker dans un entrepôt numérique, afin de les partager le plus largement possible avec les services départementaux. Ces données pourront par exemple permettre de réaliser des diagnostics ou un portrait de territoire, présentant par zone géographique des informations locales détaillées, pouvant intéresser tous les services et élus du Département.

En 2018, par exemple, **un atlas recensant toutes les bibliothèques et médiathèques** du département a été conçu, en complément de l'évaluation menée sur le Plan de lecture publique. Il intègre sur le même fond de carte des données concernant la population, les services présents, les infrastructures, etc. Ce document permet de repérer les secteurs présentant un fort enjeu culturel, sur lesquels l'accompagnement des bénévoles des bibliothèques est essentiel.

Nombre de groupes de données d'observation recensés par politique publique départementale



NB : Les politiques cycliste et sécurité sont en cours de recensement

Maintenir et renforcer le potentiel foncier agricole de la Loire

Afin d'éviter le gaspillage du foncier dédié à l'agriculture, notamment en secteur périurbain, le Département de la Loire travaille en concertation avec les autres acteurs publics ligériens. En 2010, la collectivité a signé une charte du foncier agricole dans la Loire avec la Direction départementale des territoires et la Chambre d'agriculture.

Véritable outil pratique à destination des acteurs intervenant dans l'aménagement et l'urbanisme, cette charte propose de prendre en compte l'agriculture dans les projets d'aménagement du territoire et présente des méthodes de travail pour préserver le foncier agricole. Depuis sa signature, le contexte réglementaire, les compétences et les acteurs impliqués dans l'aménagement du territoire ont beaucoup évolué. Les trois institutions impliquées ont donc décidé de mettre à jour ce document afin d'intégrer ces évolutions.

La signature officielle de **la charte du foncier agricole** mise à jour



a eu lieu le 22 octobre 2018 en présence des trois institutions et de leurs partenaires : SCOT Sud Loire, SCOT Bassin du Sornin, Communauté de communes des Monts du Pilat, Parc naturel régional du Pilat, Loire Forez Agglomération...

Part de la superficie agricole protégée
(PAEN, ZAP, réglementation de boisement)



La protection du foncier agricole

871 ha (x4 depuis 2014)

de surface agricole améliorée (terres restructurées pour améliorer les conditions d'exploitation des agriculteurs)

21 %

des documents d'urbanisme réalisés en 2017 comprennent une étude agricole, financée par le Département

Valoriser le territoire par le développement de la pratique du vélo



Inscrit dans une dynamique de développement du vélo avec l'adoption de son schéma 2013-2020, le Département développe les infrastructures cyclables et accompagne les collectivités partenaires dans la mise en œuvre d'itinéraires locaux connectés à l'armature départementale.

Ainsi, une véloroute voie verte au nord de Roanne, **la Véloire**, inaugurée en juin 2018, permet de rejoindre, dans la continuité de l'itinéraire existant en Saône-et-Loire, la Loire à

vélo puis l'Eurovélo 6. Elle offre un parcours de **21 km** aux cyclistes et utilisateurs de modes de déplacement doux. Un tronçon complémentaire de **4,9 km**, connecté à la Véloire à Pouilly-sous-Charlieu, a été aménagé par Charlieu-Belmont Communauté et mis en service en juin 2018. Bientôt, une véloroute entre Roanne et Montrond-les-Bains prolongera le parcours. À terme, un cheminement au plus près du fleuve Loire sera réalisé pour rejoindre les portes de l'agglomération stéphanoise, puis



se connecter à la ViaRhôna.

Par ailleurs, la marque nationale **Accueil vélo**, qui garantit un accueil et des services de qualité auprès des cyclistes le long des itinéraires cyclables, est déployée le long de la Véloire et dans un périmètre de 5 km autour. Ce label, dont est dépositaire l'Agence de développement touristique, a pour l'instant été attribué à un gîte à Briennon, un loueur de vélos et deux offices de tourisme.

AGIR POUR
LA QUALITÉ DE VIE

Le Département est attentif à la qualité de vie de ses habitants, toutes générations confondues. Il veille ainsi à leur garantir un habitat adapté et un accès facilité à la culture et à l'éducation. Il leur donne également la possibilité de pratiquer des activités sportives sur le territoire, et agit ainsi pour la préservation de leur santé.

6 projets

- Mettre en œuvre le Plan Jeunes acte 2 / Les 11-16 ans : déjà citoyens
- Développer une alimentation responsable et de qualité en soutenant une agriculture durable
- Collecter et transmettre la mémoire des sociétés rurales ligériennes
- Adapter la politique départementale de l'habitat
- Mettre en place un Numéribus
- Concevoir un développement maîtrisé des sports nature dans la Loire

Mettre en œuvre le Plan Jeunes acte 2

Les 11-16 ans : déjà citoyens

Le collège Papire Masson à Saint-Germain-Laval a participé à l'opération *Collégien... et déjà citoyen !* en 2016-2018 pour mettre en place un système de compostage.



Chaque année, 2 millions de repas sont préparés et servis aux collégiens dans les restaurants scolaires. Le Département s'engage dans **la lutte contre le gaspillage alimentaire**, de la livraison des repas jusqu'au retour des plateaux.

Un état des lieux conduit sur l'année scolaire 2017/2018 a montré que 70% des établissements compostent les déchets des préparations de repas et 60% les déchets au retour des plateaux.

Connaître à l'avance les effectifs permettrait de limiter les déchets : 52% des collèges connaissent le nombre d'élèves qui mangent au restaurant scolaire seulement le jour même. Une expérimentation avec la start-up stéphanoise Meal Canteen a été lancée en fin d'année scolaire au collège Pierre et Marie Curie à La Talaudière. Grâce à cette application, les élèves et leurs parents peuvent commander la veille le déjeuner du lendemain. L'objectif est d'ajuster la fabrication des repas à la demande, en supprimant les excédents. Les plats ainsi réservés sont disponibles, même en fin de service, et le temps passé dans les files d'attente se trouve réduit.

2 millions
de repas/an dans les
50
collèges publics
ligériens

Développer une alimentation responsable et de qualité en soutenant une agriculture durable

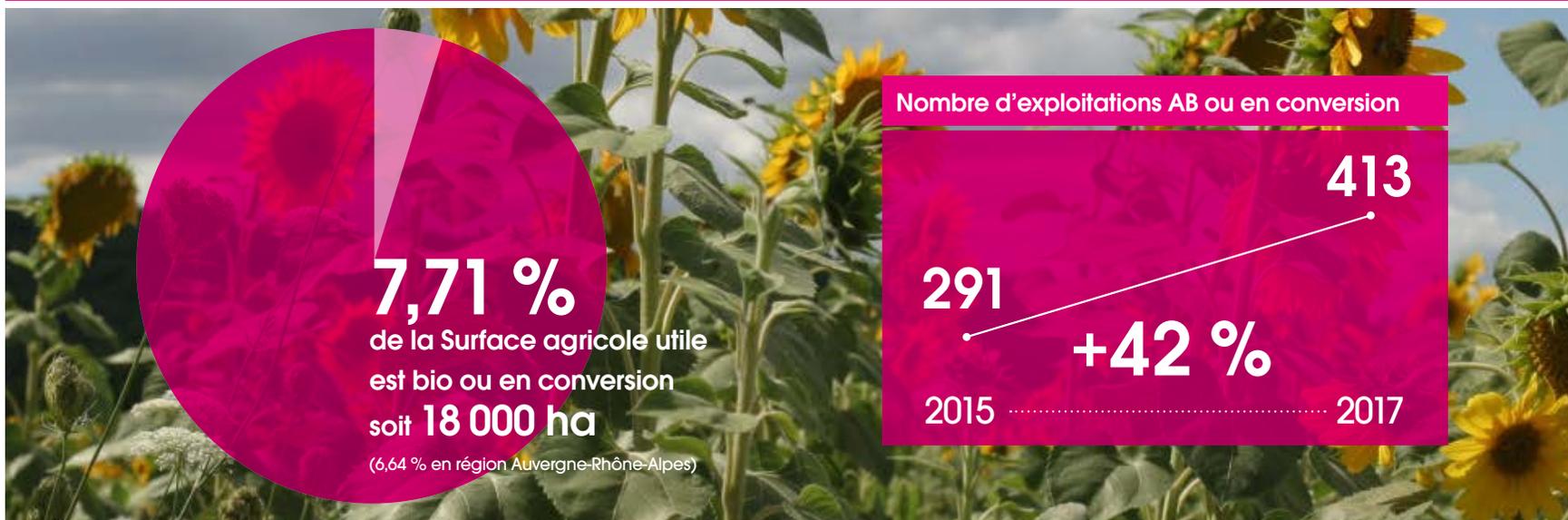
32 sites
de restauration collective
dans la démarche

905 000
repas/an

Depuis 2017, comme il le fait déjà pour les collèges de la Loire, le Département soutient l'introduction de **produits bio et locaux** dans la restauration collective des **établissements médico-sociaux**. **9 nouvelles structures** ont intégré cette démarche en 2018, portant ainsi à **15** le nombre d'établissements concernés, avec parfois plusieurs sites de restauration pour un même établissement. Ces établissements, répartis dans toute la Loire, accueillent différents

publics, relevant tous des compétences sociales du Département : personnes âgées dépendantes, personnes handicapées, enfants confiés. Le Département les met en relation avec les producteurs locaux et les invite à s'engager dans une démarche d'achat régulier. Il soutient ainsi les exploitations agricoles ligériennes en leur permettant de diversifier leur activité et en encourageant la conversion en agriculture biologique.

Une filière bio dynamique dans la Loire



Collecter et transmettre la mémoire des sociétés rurales ligériennes

Afin de faire connaître le passé rural ligérien et de le valoriser, notamment dans les villages où se côtoient anciens et nouveaux habitants, le Département s'est lancé dans l'élaboration d'une ressource documentaire basée sur les témoignages d'habitants de différentes zones rurales, que ce soit le Parc naturel régional du Pilat, la plaine du Forez ou le Roannais.

Depuis l'automne 2017, les équipes des Archives départementales ont ainsi rencontré une trentaine de personnes. Ces témoins, agriculteurs en activité ou à la retraite, jeunes ou anciens, ont pu livrer leur vécu de l'évolution du monde rural sous la forme d'enregistrements filmés ou, a minima, vocaux. Quelques extraits de ces témoignages ont été montés dans un petit film, pour présenter la démarche et participer à la transmission de la mémoire rurale du département.



Robert Duclos, ancien président de la chambre d'agriculture, a apporté son témoignage.

Adapter la politique départementale de l'habitat

Les différentes évolutions législatives et le nouveau contexte territorial, avec des compétences redistribuées, ont amené le Département à repenser sa stratégie en matière de logement et d'habitat. Afin de garantir une cohérence et une complémentarité entre les actions menées par le Département et celles des autres acteurs publics du territoire, une évaluation de la

politique départementale a été conduite sur l'année 2018. L'enjeu de cette démarche : permettre au Département de redéfinir son positionnement sur cette thématique, en vue d'une nouvelle politique efficace, efficiente et lisible, en veillant à ne pas démultiplier les actions et à rationaliser les ressources.

L'accès et le maintien dans le logement

5 788

demandes d'aide financière accordées
(Fonds solidarité logement)
soit **87%** des dossiers déposés

Mettre en place un Numéribus



Dans le cadre de son plan de lecture publique, le Département veut lutter contre les fractures sociales, particulièrement la fracture numérique. Aujourd'hui, le numérique est présent à tous les moments de la vie, que ce soit pour des démarches à effectuer, pour garder le contact avec ses proches ou encore pour se tenir informé.

Un Numéribus a été configuré pour aller à la rencontre des Ligériens et apporter des outils et un accompagnement autour de ces nouvelles technologies.

En amont, des ateliers organisés en octobre 2017 à Saint-Bonnet-le-Château ont permis de repérer les besoins des seniors, notamment sur l'apprentissage de l'utilisation de

215
bibliothèques/
médiathèques

dans le réseau départemental

92
animations numériques

accompagnées en 2018
par la Direction départementale
du livre et du multimédia

tablettes numériques ou sur la réalisation de démarches administratives en ligne. En observant et interrogeant les 15 participants, les services départementaux ont pu cibler les points essentiels à travailler et les activités à proposer. En 2018, le Numéribus a effectué sa première tournée dans une dizaine de communes du Gier.

Concevoir un développement maîtrisé des sports nature dans la Loire

À travers le sport nature, le Département souhaite favoriser le bien-être et la santé des Ligériens. La création du **label Sport nature** permet d'allier le soutien à la filière sports de la Loire à la promotion du patrimoine et notamment des villages du département.

Après un appel à partenariat lancé en 2017 et le dépôt de 10 candidatures,

4 villages sont en cours de labellisation : Saint-Régis-du-Coin, Cordelle, Violay et Belmont-de-la-Loire. Pour obtenir ce label, chacune de ces communes doit proposer, après travaux et aménagements, au minimum trois sports nature, avec des infrastructures adaptées à leur pratique, le tout en milieu rural.

Le 16 septembre 2018, s'est tenu à Violay le **Raid Nature 42**. 450 participants étaient au départ de l'un des quatre parcours proposés (découverte, sportif, handisport, rando raid famille). Ils ont pu expérimenter une dizaine de disciplines : VTT, course d'orientation, trail, tir à l'arc...



Le sport nature dans la Loire

27 600
licenciés

dans un club de sport nature en 2017
(27 153 en 2016)

384 clubs
(378 en 2016)

RECHERCHER

**LA HAUTE QUALITÉ ENVIRONNEMENTALE
ET LA PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ**

Soucieux de l'héritage laissé aux générations futures, le Département s'engage dans la réduction des pollutions et des impacts sur l'environnement. Il veille à préserver ses espaces naturels, la biodiversité sur son territoire et la qualité de l'eau. En outre, il veut être exemplaire en ce qui concerne ses propres pratiques.

5 projets

- Être exemplaire dans la prise en compte des enjeux climatiques et environnementaux
- Mettre en œuvre et suivre la politique de l'eau
- Valoriser, ouvrir au public et promouvoir les espaces naturels
- Intégrer la continuité écologique dans l'aménagement du territoire
- Mieux prendre en compte les enjeux de développement durable dans les pratiques d'entretien et d'exploitation des routes

Être exemplaire dans la prise en compte des enjeux climatiques et environnementaux

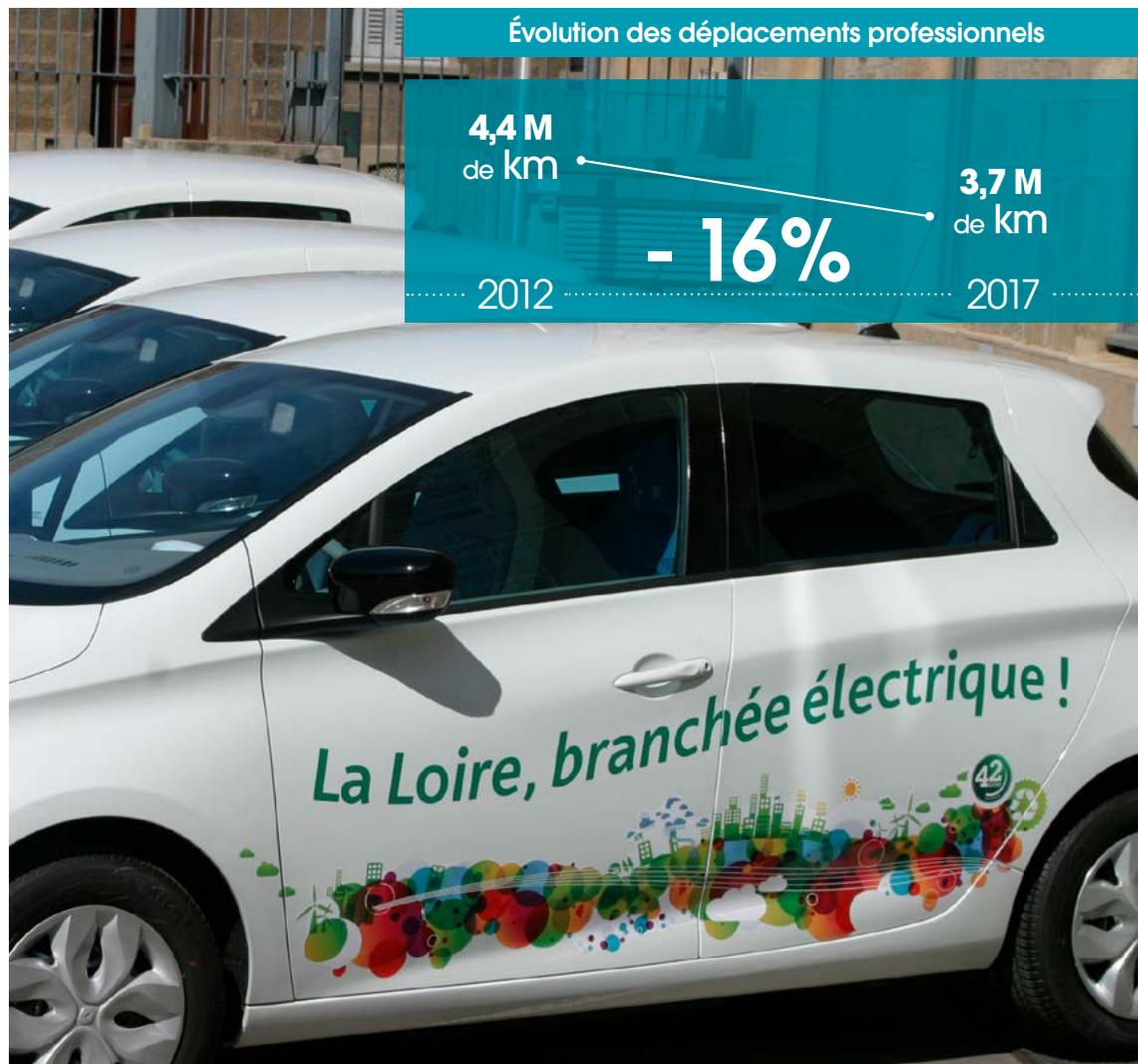
Dans un contexte de changement climatique et de transition énergétique, les collectivités font face à un défi majeur : limiter l'impact de leurs activités sur l'environnement. Le Département de la Loire, qui s'investit dans la prise en compte de cet enjeu essentiel pour les Ligériens, souhaite continuer à être exemplaire dans ses pratiques, en réduisant son empreinte environnementale dans l'exercice de ses compétences, ses services aux usagers et la gestion de son patrimoine.

Cela passe notamment par une gestion écoresponsable du parc de 217 véhicules destinés aux déplacements des agents dans le cadre de leurs missions. Depuis plusieurs années, les véhicules sont remplacés en priorité par des voitures essence ou électriques. La collectivité dispose aujourd'hui de **13 véhicules électriques**.

Visioconférence

40 PC

et **8** salles équipées



Mettre en œuvre et suivre la politique de l'eau

Dans la Loire, l'eau, majoritairement de surface, est utilisée à des fins agricoles, industrielles, touristiques ou de consommation. Que ce soit comme maître d'ouvrage ou à travers son accompagnement technique et financier des porteurs d'actions, le Département agit pour offrir à chaque Ligérien une eau et un cadre de vie de qualité, garantir une ressource en eau aux différents usagers et en préserver les fonctions écologiques.

Après l'adoption de la nouvelle politique départementale de l'eau en 2017, de nouveaux dispositifs et notamment un **appel à partenariat** ont permis de retenir et d'accom-

pagner **136 projets**, en majorité portés par des collectivités. **91%** de ces projets répondent aux enjeux prioritaires à l'échelle du département. Ces enjeux diffèrent selon les secteurs, du fait des contextes géographiques et hydrologiques locaux, et ont donc fait l'objet d'une cartographie. Il s'agit, par exemple, de veiller à la qualité de l'eau, de réduire la pollution, de préserver la biodiversité, de sécuriser la distribution d'eau potable ou encore de gérer les risques d'inondation.

Un tableau de bord de la politique de l'eau a par ailleurs été élaboré. Il présente une trentaine d'indicateurs de suivi. Cet outil

devrait permettre de suivre les moyens mis en œuvre et les effets, à plus ou moins long terme, des actions du Département et de ses partenaires.

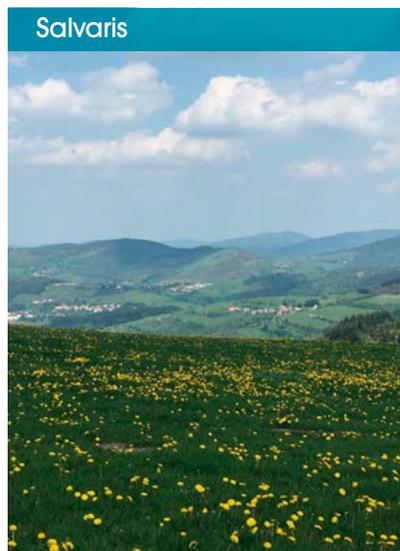
199

projets accompagnés au total

4,2 M€

de subventions pour des projets « eau »

Valoriser, ouvrir au public et promouvoir les espaces naturels



19 ENS
ouverts au public,
parmi lesquels

11 aménagés

Gérés par les Départements, les espaces naturels sensibles (ENS) abritent une végétation et une population animale remarquables. Ces sites doivent être protégés des menaces qui pèsent sur eux et leur intérêt en matière de ressources (eau, biodiversité) et de cadre de vie doit être valorisé. Mieux les faire connaître, c'est aussi mieux les préserver.

Le Département, propriétaire de 28 des 618 ENS labellisés dans la Loire, s'attache non seulement à les entretenir, mais également à les aménager pour progressivement en faciliter l'accès au grand public.

Une étude a été lancée sur le **site de Salvaris**, à quelques kilomètres au sud-est de Saint-Étienne, pour évaluer les besoins des personnes qui le fréquentent et définir les moyens pour attirer un public nouveau. L'observation et le questionnaire des usagers et non usagers, ainsi que des animations sur site, ont fait ressortir les axes à développer : approches paysagère, ludique, sportive, etc. Des ateliers de créativité et un travail avec la Cité du design ont permis d'élaborer plusieurs propositions d'aménagement du site et d'activités susceptibles d'attirer de nouveaux visiteurs.

Intégrer la continuité écologique dans l'aménagement du territoire

Acteur engagé dans le maintien de la biodiversité, le Département de la Loire inscrit la continuité écologique dans sa politique d'aménagement du territoire, afin de limiter l'impact de ses nouvelles opérations, routières notamment, mais aussi des ouvrages existants. La mise en place de dispositifs spécifiques dans le cadre de nouveaux aménagements, mais aussi des travaux d'amélioration sur des points de collision entre animaux et véhicules (passages à batraciens) ou autour de ponts (suppression d'obstacles dans l'eau), évitent

de perturber les déplacements des espèces animales présentes.

Ainsi, un dispositif facilitant le passage de batraciens a été installé à Saint-Bonnet-le-Château. Au printemps, période de reproduction, plusieurs dizaines d'entre eux étaient écrasés par les véhicules lorsqu'ils traversaient la RD3. L'aménagement mis en place a permis d'orienter les animaux vers le cours d'eau et sous le pont, passage déjà aménagé, facilement franchissable, afin qu'ils gagnent l'étang sans danger.



Les aménagements sur la RD3 à Saint-Bonnet-le-Château.

Mieux prendre en compte les enjeux de développement durable dans les pratiques d'entretien et d'exploitation des routes

6 523

arbres d'alignement
sur 101 km de routes départementales



Gestionnaire des 3 800 km de routes départementales, le Département intervient sur des travaux réguliers d'entretien des routes, incluant notamment l'élagage en bordure de route.

Dans un objectif de développement durable, de préservation des paysages et de sécurité des usagers des routes, un **plan de gestion des arbres d'alignement** sur 15 ans a été élaboré. Ce document propose un repérage des arbres situés le long des routes départementales, précise leur état de santé et les mesures à prendre. Ces arbres peuvent présenter un caractère historique, certains longeant d'anciennes voies royales ou conduisant à d'anciens châteaux, ou un intérêt patrimonial et paysager lorsqu'ils mettent en valeur certains itinéraires, le long de gorges ou de coteaux par exemple. Les arbres en mauvais état et présentant un risque pour la sécurité des véhicules seront abattus à court ou moyen terme, et remplacés, si cela est possible, par une plantation sur place, ou par une compensation équivalente sur un autre site d'intérêt remarquable.

FAVORISER
LES SOLIDARITÉS

La protection des enfants, le soutien des familles ou encore la prévention de la perte d'autonomie constituent des missions essentielles du Département. Cette solidarité active, également orientée en direction des personnels départementaux, contribue à construire la société de demain.

4 projets

- S'appuyer sur les politiques culturelle et sportive pour accompagner les enfants confiés au Département
- Améliorer les conditions de vie des agents et de leur famille
- Bien vieillir dans la Loire
- Élaborer un maillage de services au public sur le territoire ligérien

S'appuyer sur les politiques culturelle et sportive pour accompagner les enfants confiés au Département

Le Département s'attache à ouvrir sur le sport et la culture les enfants placés en famille d'accueil ou en établissement qui lui sont confiés, en mobilisant les ressources du territoire.

Ainsi, un atelier destiné aux enfants de 3 à 6 ans a été organisé en novembre 2017 à la médiathèque de Saint-Just-Saint-Rambert. Accompagnés par Mireille Barlet, qui dirige une compagnie de danse, **9 enfants** ont pu s'exprimer à travers un éveil corporel. À la suite de cet atelier, un spectacle de danse, « Au pays des manchots », a été proposé à **24 enfants**. En parallèle, des ateliers théâtre encadrés par la Compagnie des Lumas, ont permis à

32 adolescents de se rencontrer autour d'une pièce, « Les mots qu'on ne dit pas ». Cette pièce mêle l'utilisation de la langue des signes et une réflexion sur les difficultés de grandir avec des parents différents. Pour clôturer ce travail, **45 jeunes** ont assisté le 4 octobre 2017, à la Bâtie d'Urfé, à la représentation de la pièce. À l'automne 2018, le Département a proposé des ateliers d'écriture et de dessin à **22 enfants**, avec l'intervention de l'écrivain Swann Meralli et de l'illustratrice Carole Crouzet. Objectif : booster leur créativité et les aider à prendre confiance en eux.



Améliorer les conditions de vie des agents et de leur famille



Le Département s'engage à garantir à ses 4 000 agents de bonnes conditions de travail et à leur permettre de concilier au mieux vie privée et vie professionnelle. Des actions thématiques ont été organisées pour les sensibiliser à la prévention des risques, que ce soit dans le cadre de leur travail ou dans la sphère familiale.

Ainsi, 90 agents ont assisté à une demi-journée consacrée à la **prévention routière**, proposée à Saint-Étienne, avec la participation du Service

départemental d'incendie et de secours (SDIS) de la Loire. Ils ont pu tester des simulateurs d'alcoolémie, une voiture tonneau ou encore observer un exercice de désincarcération, en complément d'informations sur les risques routiers et la sécurité des déplacements. Ce type d'action sera renouvelé.

Des actions de sensibilisation aux premiers secours sont également à l'étude, en lien avec le service de prévention-santé.

Bien vieillir dans la Loire

Soucieux du bien-être des seniors, le Département veut améliorer leurs conditions de vie et prévenir la dépendance.

En 2018, a débuté l'expérimentation du **parcours de santé des aînés en risque de perte d'autonomie** (PAERPA), sur le territoire roannais. Cette démarche consiste à améliorer la coordination des acteurs du soin, de la prise en charge sociale et médico-sociale pour faciliter et simplifier le parcours des seniors. Le Département est au cœur de ce projet. Il a notamment mis en place une plateforme téléphonique « Allo seniors Roannais ». Par ailleurs, il a recruté une coordinatrice prévention et mobilise des financements pour limiter ou éviter l'hospitalisation des seniors et préparer le retour à domicile après hospitalisation (infirmières de nuit en EHPAD, Service de soins infirmiers à domicile...). Le Département soutient des **actions collectives de prévention** sur des thématiques très variées : lien social, santé, maintien à domicile et habitat, formation et recherche... Une demi-journée de prévention routière a par exemple été organisée le 14 mai 2018 à Montbrison. En 2018, près de 100 projets de ce type ont été soutenus.

LUNDI 14 MAI
13h30-17h30
JOURNÉE SÉCURITÉ ROUTIÈRE SENIORS

Avez-vous toujours les bons réflexes au volant ?

D42
CONFÉRENCE
ATELIERS LIQUIDES
CODE DE LA ROUTE
ENTRÉE LIBRE

DÉPARTEMENT DE LA LOIRE - Antenne de Montbrison
53 rue de la République
Inscription conseillée ou 04 77 96 55 54
ou susana.atonso-ita@mlc.loire.fr

42 Loire LE DÉPARTEMENT

Des Ligériens vieillissants

200 000
personnes

ont plus de **60 ans**,
soit **27,2 %**

de la population

(taux national : 24,4 %)

Élaborer un maillage de services au public sur le territoire ligérien

Le Département se préoccupe de garantir aux Ligériens un accès aux services publics et de santé à proximité de leur domicile. Un **Schéma départemental d'accessibilité des services au public**, co-élaboré avec l'État, a été signé en juin 2018. Transmis aux intercommunalités de la Loire, ce document propose un diagnostic du territoire repérant les zones

critiques en matière d'offre de soins et de services publics, permettant ainsi de cibler les actions prioritaires.

Le Département aide aussi les collectivités locales à faire émerger des **maisons de santé pluri-professionnelles** sur leur territoire, par un soutien financier et en matière d'ingénierie. En 2018, dans le cadre d'un appel à partenariat,

5 projets de maisons de santé pluri-professionnelles, communales ou intercommunales, ont ainsi été aidés à Charlieu, Pouilly-sous-Charlieu, Marthes, Chavanay et Panissières. Ces établissements publics accueillent au minimum deux médecins et un autre professionnel de santé et ont reçu l'agrément de l'Agence régionale de santé.

APPORTER DES RÉPONSES
**À L'ENJEU DE L'ATTRACTIVITÉ
DU DÉPARTEMENT**

La Loire dispose d'atouts liés à sa situation géographique et à ses paysages. La richesse de son histoire et de sa culture, ainsi que la capacité de production et d'innovation des hommes et des entreprises qui peuplent ce territoire, font de ce département un lieu attractif, qu'il faut préserver.

5 projets

- Mieux faire connaître la Loire en valorisant ses atouts
- Développer un soutien durable à la forêt ligérienne et à la filière bois
- Concevoir la station de Chalmazel autour d'un projet partenarial avec le territoire
- Valoriser les monuments historiques départementaux par l'innovation
- Développer les services et usages numériques cohérents avec les territoires et les pratiques des usagers

Mieux faire connaître la Loire en valorisant ses atouts

Le Département veut renforcer l'attractivité de la Loire pour attirer de nouveaux talents et accompagner les entreprises du territoire dans la recherche de personnel qualifié. Ce lien avec les entreprises ligériennes s'est concrétisé le 7 juin 2018 avec l'organisation du **1^{er} Défi inter-entreprises de la Loire**. 40 équipes d'entreprises ou de collectivités y ont participé, soit un total de 160 concurrents. Il s'agissait



pour chaque équipe de relever, en relais, des défis sportifs de pleine nature (course à pied, VTT, canoë). Cet événement a favorisé, dans un contexte détendu, des rencontres entre professionnels de tout le département, et la mise en en avant des atouts du territoire. Fort de cette réussite, le Défi inter-entreprises sera reconduit en 2019.

Développer un soutien durable à la forêt ligérienne et à la filière bois

Le 1^{er} juillet 2018, les Entrepreneurs de travaux forestiers, soutenus par le Département de la Loire, ont organisé au Bessat **la Fête de la Forêt**. Au programme, concours de bûcheronnage, débardage, élagage et de multiples présentations des métiers de la forêt.



La filière forêt-bois constitue une véritable richesse pour la Loire, tant par la superficie forestière départementale (1/3 du territoire) que par le tissu industriel local lié à la transformation du bois.

Dans le cadre du **plan de soutien à la filière forêt-bois**, le Département apporte son aide aux propriétaires privés et publics pour le reboisement à des fins de production de bois d'œuvre (charpente, menuiserie, ébénisterie...). Des boisements qui généreront aussi des bois d'industrie et du bois énergie. Au printemps 2018, **58** dossiers ont été retenus pour le reboisement de plus de **126 ha**. Ils se répartissent sur 10 cantons, 9 intercommunalités et 42 communes. Près de la moitié est

réalisée cette année hors des grands massifs forestiers, ce qui est exceptionnel. 73% des espèces replantées sont des résineux et 20% des feuillus purs, le reste correspondant à un mélange d'espèces.

Une filière forêt-bois dynamique

1 800 entreprises
7 000 emplois

Concevoir la station de Chalmazel autour d'un projet partenarial avec le territoire



La station de Chalmazel, propriété départementale très appréciée des Ligériens, notamment pour les activités hivernales, recèle un vrai potentiel de développement quatre saisons. En partenariat avec Loire Forez Agglomération, le Département a adopté un

scénario d'aménagement pluriannuel visant à élargir l'offre d'activités hors neige. Le 20 juillet 2018, **la première journée du sport nature** a ainsi été organisée à Chalmazel, dans le cadre de l'opération **Été jeunes**. Une centaine d'enfants venus de tout le

département ont pu expérimenter des activités comme l'escalade, la trottinette, le tir à l'arc, la course d'orientation ou encore le boomerang. Cette journée était également ouverte aux pratiques handisports.

Valoriser les monuments historiques départementaux par l'innovation

Abbaye de Charlieu, Bâtie d'Urfé, couvent des Cordeliers et prieuré de Pommiers : le Département met en place des actions innovantes dans ses propriétés culturelles afin d'attirer de nouveaux publics.

Après avoir associé, en 2016, des élèves du lycée Sainte-Marie à Saint-Étienne au concours photographique « Un regard sur la Bâtie », le Département a renouvelé l'expérience en confiant aux lycées horticoles de Villars Montravel

et Roanne Chervé la conception et la réalisation **d'un jardin éphémère** au château de la Bâtie d'Urfé. Le jardin, construit autour du tronc d'un châtaignier dans l'avant-cour du château, se compose de six massifs confectionnés de plessis en osiers et métaux, évoquant des époques ancestrales et contemporaines. En lien avec l'histoire du château et la Renaissance, la thématique des cinq sens se concrétise en sollicitant l'odorat (herbes aromatiques), le toucher (roses),

le goût (tomates), la vue (fleurs multicolores) et l'ouïe (bourdonnement des insectes). Ce jardin est très apprécié du public.

54 162 personnes
ont visité les 4 propriétés
culturelles en 2017



Développer des services et usages numériques cohérents avec les territoires et les pratiques des usagers



Le développement du numérique dans la société oblige les services publics à adapter leurs pratiques et à proposer à leurs usagers de nouveaux services. Pour le Département de la Loire, cette évolution des pratiques implique la mise en place d'outils numériques nomades comme nouveaux postes de travail. Une **expérimentation sur l'utilisation de PC hybrides est menée à la Maison Loire autonomie** depuis janvier 2018. Une dizaine de travailleurs sociaux ont été équipés d'ordinateurs portables, convertibles en tablettes numériques. Grâce à une connexion 4G, ils ont ainsi accès à

un portail de partage de données avec les caisses de retraite, et peuvent saisir en direct depuis le domicile de la personne rencontrée, les éléments nécessaires au dossier.

Le bilan de cette expérimentation est positif, tant sur le gain de temps lié à la saisie des informations que sur la qualité de service à l'utilisateur et l'image de modernité de la collectivité. Le Département a donc décidé d'équiper fin 2018 l'ensemble des travailleurs sociaux de la Maison Loire autonomie, soit **une cinquantaine d'agents**.

Témoignage

Jéromine Fauvet est assistante sociale dans l'équipe de la Maison Loire Autonomie de Saint-Étienne. Elle a très tôt été associée à cette expérimentation : *« La tablette numérique est légère, se transporte facilement, et lorsqu'on la pose à plat sur une table, lors des visites à domicile, elle ne représente pas un obstacle à la relation avec la personne rencontrée, explique-t-elle. Un autre point positif est d'avoir accès à Internet. On peut montrer à l'utilisateur des illustrations de dispositifs adaptés à ses besoins, comme des aides techniques qui facilitent le quotidien. Les images sont parfois plus parlantes que des mots ».*



ADAPTER NOS PRATIQUES
AUX NOUVEAUX ENJEUX

Le Département, conscient des enjeux auxquels il est confronté, doit continuer à être une collectivité exemplaire et responsable, tant dans la gestion de ses ressources, financières ou humaines, que dans les réponses qu'il apporte aux besoins de ses usagers.

5 projets

- Structurer la politique des ressources humaines pour l'inscrire dans une stratégie prospective
- Intégrer l'évaluation dans le pilotage de l'action publique
- Renforcer la prise en compte des usagers dans les politiques publiques
- Pérenniser et actualiser les outils de pilotage financier, stratégique et responsable
- Renforcer l'utilisation des clauses de développement durable dans les marchés publics

Structurer la politique des ressources humaines pour l'inscrire dans une stratégie prospective

Pour permettre à ses agents d'évoluer professionnellement, tout en fluidifiant les recrutements au sein d'une même entité ou pour des métiers repérés, le Département a lancé en 2018 plusieurs **bourses à la mobilité interne**. Cela a ainsi été le cas lors de la réorganisation du territoire de développement social du Roannais. 5 agents du domaine médico-social ont pu être recrutés sur un nouveau poste, sans changement d'affectation géographique. Les services territoriaux départementaux (STD) ont également bénéficié d'une bourse à la mobilité du fait de nombreux départs en retraite ou mutations. **11 agents** ont changé de poste. Les bourses à la mobilité permettent de réduire le temps passé sur

ces recrutements, malgré un travail préalable important avec les services concernés, de limiter les périodes de vacance de poste et de proposer aux agents des opportunités de changement de poste facilement accessibles.

Le Département s'investit également dans la **formation des agents**. Un plan triennal est en phase de démarrage. Les besoins de formation collectifs et individuels seront repérés en concertation avec les services et priorisés au regard des objectifs stratégiques et opérationnels de la collectivité. Cela permettra d'anticiper et d'optimiser les actions proposées, tant en termes de ressources humaines que financières.

Intégrer l'évaluation dans le pilotage de l'action publique

8 évaluations de politiques publiques lancées par les services depuis trois ans

1/4 du budget départemental concerne des politiques publiques évaluées (soit 197 M€)

Afin de renforcer l'efficacité de son action, le Département est engagé dans l'évaluation de ses politiques publiques. Il cherche également à diffuser la culture évaluative dans ses services en proposant un accompagnement, des méthodes et des outils. En 2018, l'évaluation de la politique départementale de l'habitat et du logement a été lancée et celle de la lecture publique s'est poursuivie. Pour cette dernière, effectuée au fil de l'eau, des résultats inter-

médiaires ont été présentés aux agents et bénévoles des bibliothèques.

Le premier numéro du **Fil de l'évaluation** a été édité à cette occasion. Ce document présente synthétiquement les premiers résultats de la démarche, dans un format communiquant et accessible. D'autres numéros devraient paraître. Objectif : participer à la diffusion de la culture de l'évaluation et du pilotage de l'action publique.



Renforcer la prise en compte des usagers dans les politiques publiques



La qualité des services publics départementaux constitue un enjeu fort pour la qualité de vie des Ligériens. Au titre des politiques publiques qu'elle conduit (insertion, autonomie, éducation, culture...), la collectivité est en prise directe avec les usagers auxquels elle propose une véritable offre de services de proximité. Il s'agit donc de mieux connaître leurs besoins afin d'améliorer la réponse qui leur est apportée. Des expérimentations plaçant l'utilisateur au centre des préoccupations départementales sont ainsi menées. Début 2018, une démarche de **design de service** a vu le jour dans les sites

sociaux stéphanois. Une immersion dans quatre points d'accueil social a été réalisée afin d'observer les conditions d'accueil du public : clarté de la signalétique, respect de la confidentialité, accessibilité des locaux, adaptation des salles d'attente et des banques d'accueil, délai de prise en charge... Le point fort relevé lors de ce temps d'observation, sur tous les sites, a été la qualité de l'accueil réservé aux usagers par les agents.

Pérenniser et actualiser les outils de pilotage financier, stratégique et responsable

En 2018, le pilotage financier du Département doit prendre en compte la loi de programmation des finances publiques adoptée en décembre 2017, dont l'objectif est de réduire le déficit public de 2,6 milliards d'euros par an sur la période 2018-2022. L'État propose aux collectivités locales de signer un pacte financier pour s'inscrire dans cette démarche globale. La méthode proposée est de maîtriser la dépense publique en limitant à 1,2% par an, inflation comprise, l'évolution des dépenses de fonctionnement et de s'engager à réduire leur besoin de financement (recours à l'emprunt) sur la période 2018-2020. Cela va conduire la collectivité à être plus attentive à ses arbitrages budgétaires et

donc à afficher davantage ses priorités dans la conduite des politiques publiques.

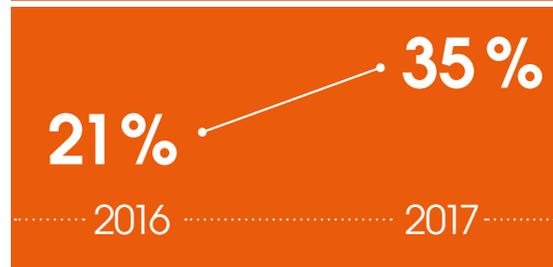
Cette proposition fait suite à une longue période (2012-2017) pendant laquelle l'État, pour atteindre le même objectif, a réduit très fortement les dotations de fonctionnement. Elle nécessite de mettre en place des lettres de cadrage budgétaire pluriannuelles pour le fonctionnement. **Le Plan pluriannuel d'investissement** (PPI) et son financement devra quant à lui se décliner d'une façon plus précise pour pouvoir mesurer les conséquences sur l'évolution des dépenses de fonctionnement.

Renforcer l'utilisation des clauses de développement durable dans les marchés publics

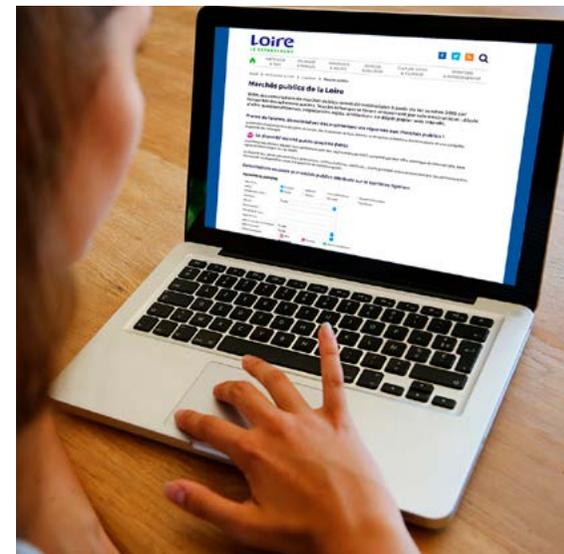
Le Département a acquis et mis en place une **plateforme de dématérialisation** des marchés publics, qu'il met à disposition des collectivités ligériennes. La grande majorité des documents des marchés publics parus dans le département sont centralisés et accessibles en ligne par les entreprises intéressées, contribuant ainsi, par la suppression du papier, à réduire l'impact de l'achat public sur l'environnement.

Depuis le 1^{er} octobre 2018, délai réglementaire européen, ce sont également les réponses des entreprises et les échanges qui sont obligatoirement dématérialisés. Le Département a accompagné les entreprises dans cette évolution par une campagne de commu-

Part des marchés incluant des clauses de développement durable dans les achats du Département



nication multi-supports : articles de presse, envois d'e-mails en nombre et réunions avec les fédérations de chaque branche.



Parcours d'insertion

- Sur le marché public concernant la construction de la Véloire, au nord de Roanne, Monsieur F., 52 ans, a été embauché sur un contrat de six mois. Après un long parcours professionnel dans le tertiaire, mais sans expérience dans l'aménagement et les travaux publics, il a pu être recruté par un groupement d'employeurs du BTP et vient d'accéder à une formation pré-qualifiante. Il quitte ainsi le dispositif RSA qu'il avait intégré cinq ans auparavant.
- Madame L., 29 ans, diplômée à l'étranger mais sans expérience en France, est embauchée pour un contrat de 16 mois sur un marché de maîtrise d'œuvre. En plus de développer et valoriser ses compétences, elle assure également désormais une assistance administrative et technique auprès d'architectes.

Clauses sociales dans les marchés de travaux les plus importants

4 800 heures d'insertion

soit 343 heures par marché concerné

DÉPARTEMENT DE LA LOIRE

Hôtel du Département
2 rue Charles de Gaulle / 42022 Saint-Étienne cedex 1
Tél. 04 77 48 42 42

Loire
LE DÉPARTEMENT